

Des commémorations très politiques de la guerre 14-18 : Après ses propos sur Pétain, les historiens jugent sévèrement Macron

lundi 15 juin 2020, par [SALVI Ellen](#) (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2018).

Après avoir déclaré que Pétain était un « grand soldat », Emmanuel Macron a balayé les critiques d'un revers de savoir historique. Ce faisant, il a alimenté la confusion, en sombrant dans un mélange des genres qui a consterné plus d'un historien. Tous estiment qu'il s'est trompé de registre. Une erreur qui en dit long sur la façon dont le chef de l'État surinvestit sa fonction, au risque de l'appauvrir.

Emmanuel Macron n'en démord pas. Il le répète depuis trois jours : en jugeant « légitime » de rendre hommage aux huit maréchaux de la Grande Guerre, parmi lesquels figure le maréchal Pétain, qui fut, selon ses mots, un « grand soldat » en 14-18, avant de « conduire des choix funestes » pendant la Seconde Guerre mondiale, le président de la République n'a fait qu'énoncer « la vérité historique ». Le tollé qui s'est ensuivi [*voir article ci-dessus*] n'est rien d'autre, à ses yeux, qu'une énième « fausse polémique » à ranger dans ce qu'il appelle la « boîte à folie » des journalistes.

Par cette rhétorique qui consiste à ne jamais reconnaître ses erreurs, mais à les imputer à l'incompréhension, voire à la mauvaise foi des autres, le chef de l'État a passé les trois derniers jours de son « itinérance mémorielle » à balayer les critiques d'un revers de savoir historique. Ce faisant, il a brouillé considérablement le message du centenaire, en sombrant dans un mélange des genres qui a consterné plus d'un historien. Car si la majorité d'entre eux reconnaissent la « vérité historique » énoncée par Emmanuel Macron, tous s'accordent à dire qu'il s'est trompé de registre.

« On ne demande pas à Emmanuel Macron de faire une leçon d'histoire aux Français, ce n'est pas son rôle », affirme Manon Pignot, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Picardie-Jules Verne et membre du conseil scientifique de la Mission du centenaire. « Il se positionne comme historien pour dire des évidences, complète sa consœur Emmanuelle Cronier. Or la parole publique d'un président de la République est mémorielle. En parlant comme il l'a fait de Pétain, il ne pouvait pas ignorer que l'attention allait se cristalliser là-dessus. »

De l'avis de tous les chercheurs interrogés par Mediapart (lire notre Boîte noire), le chef de l'État a bien commis une erreur en voulant mettre en avant « la complexité des faits ». « Il ne revient pas aux hommes politiques d'écrire l'histoire ni de la commenter, souligne le président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Christophe Prochasson. Il leur revient de s'emparer de l'histoire pour construire la mémoire nationale. Emmanuel Macron a raison de dire que c'est compliqué, mais ce n'est pas son boulot. »

Mettre en place un savoir et construire une mémoire relèvent de logiques d'action parfaitement différentes. En s'adossant, comme il l'a fait, à un discours savant pour légitimer le maréchal Pétain dans la mémoire, le président de la République a pris le risque de briser cette mémoire nationale,

indique l'historien Emmanuel Saint-Fuscien, car « on ne joue pas impunément avec les usages publics du passé ».

Surtout lorsqu'il s'agit de convoquer la figure d'un homme frappé d'indignité nationale en 1945. « C'est même dangereux, poursuit ce maître de conférences à l'EHESS. L'argument qui consiste à revenir sur le Pétain de 14-18 a longtemps été celui de l'extrême droite. Il a déjà été très compliqué d'arriver à un consensus national et à une mémoire patiemment apaisée. »

L'historien André Loez, autre spécialiste de la Grande Guerre, également membre du conseil scientifique de la Mission du centenaire, voit dans les propos d'Emmanuel Macron une « maladresse » dans laquelle ce dernier s'entête en tentant de légitimer ses dires « par un raisonnement intellectuel qui n'est pas audible », tout simplement parce que, « dans le registre commémoratif, la République ne rend pas hommage à des personnes jugées indignes de la nation, d'aucune façon que ce soit ». Ni individuelle, ni collective. Dans les faits, la cérémonie du 10 novembre ne prévoit aucune référence à Pétain, mais ce qu'a dit le chef de l'État, mercredi matin, continue à « poser problème ».

Au cours des derniers jours, les soutiens du président de la République ont tenté de circonscrire la polémique en rappelant que ses prédécesseurs, du général de Gaulle à Jacques Chirac, avaient tous tenus le même type de propos. Un argument qui n'a pas franchement convaincu les historiens. « Lorsque de Gaulle parle de Pétain en 1966, c'est l'ancien combattant, le chef de la France libre, qui parle. Le livre de Robert Paxton [*La France de Vichy*, éditions du Seuil, 1973 - ndlr] n'est pas encore sorti. On n'est pas du tout dans le même contexte », explique André Loez.

Quant aux prises de paroles des autres présidents sur le sujet, elles avaient toutes été réalisées dans le cadre de discours réfléchis, pesés, structurés. Pas entre trois caméras et deux séquences mémorielles. Pour Christophe Prochasson, qui fut conseiller de François Hollande à l'Élysée, la sortie d'Emmanuel Macron révèle en filigrane « son insuffisante réflexion sur la façon dont un chef de l'État doit faire avec l'histoire ». « C'est un bon présentiste qui instrumentalise l'histoire en fonction du présent », ajoute-t-il, agacé par cette génération politique « sans repères », pour laquelle tout relève, selon lui, d'un « relativisme mollasson qui rend l'indignation impossible ».

L'historien s'était déjà fait cette réflexion en début d'année, lorsque le nom de l'écrivain antisémite Charles Maurras était apparu dans le *Livre des commémorations nationales 2018* [1], sans que personne s'en offusque dans un premier temps - il avait finalement été retiré par la ministre de la culture de l'époque, Françoise Nyssen. « Je pense qu'Emmanuel Macron ne voit même pas le problème, indique encore Christophe Prochasson. Rien n'est grave, tout est joué. C'est du cosmétique et après, on récupère avec de la com'. »

Contrairement à ce que prétend Emmanuel Macron, la polémique qui a entouré ses propos sur le maréchal Pétain n'est pas « inutile ». Elle en dit même long sur la façon dont le chef de l'État entend occuper tous les terrains : celui de l'histoire, celui de la mémoire et celui de la politique. Mais c'est précisément parce qu'il n'y parvient pas, qu'il alimente la confusion. « Obsédé », de son propre aveu [2], par « la réconciliation des histoires », mais aussi par celle des mémoires, le président de la République en vient à tout mélanger. En jouant tous les rôles et en surinvestissant sa fonction, il finit par appauvrir cette dernière.

« L'erreur de Macron est aussi une faute morale »

« Je pense qu'Emmanuel Macron a été pris à son propre piège du “en même temps” », estime Manon Pignot, qui précise d'ailleurs que, d'un point de vue historique, et au-delà même de la seule figure de Pétain, c'est l'hommage aux maréchaux de la Grande Guerre qui est « problématique », au regard du

« coût humain monumental » qu’ont entraîné leurs décisions stratégiques. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle les commémorations du centenaire avaient été pensées pour célébrer l’armée du peuple, celle des Poilus.

En outre, « dire que Pétain était un grand soldat est tout sauf neutre, car en 14-18, les officiers d’état-major n’étaient pas des combattants », ajoute Emmanuel Saint-Fuscien, qui s’étonne de « cette permanence du haut commandement » chez les responsables politiques. Son confrère André Loez confie avoir également été « troublé » par l’expression « grand soldat » accolée au nom du maréchal Pétain.

« Je ne soupçonne bien évidemment pas Macron de pétainisme, mais ce vocabulaire relève d’un jugement de valeur. Dire “Pétain était général en chef”, c’est être dans le registre des faits. Dire “Pétain a été un grand soldat”, c’est être dans celui de l’éloge », indique-t-il. Pour l’historien, il y a dans les propos tenus par le président de la République « plein de choses qui se jouent », à commencer par son rapport avec les Armées et sa volonté de « retisser un lien distendu » depuis le limogeage, en juillet 2017, de leur ancien chef d’état-major, Pierre de Villiers.

Christophe Prochasson décèle, lui aussi, « une volonté de corriger le tir en direction des militaires », qui s’étaient déjà sentis lésés lors des commémorations de Verdun en 2006 et n’ont pas eu le droit, pour 2018, à un défilé. Comme l’avait expliqué Mediapart mi-octobre [3] et malgré ce qu’ont assuré par la suite plusieurs ministres, l’idée de rendre hommage aux huit maréchaux avait bien été imaginée et programmée par l’état-major des Armées, sans être soumise au conseil scientifique de la Mission du centenaire, qui a découvert cette cérémonie après qu’elle eut été inscrite à l’agenda, avant d’être retirée in extremis par l’Élysée.

« L’actualité récente nous a pris au dépourvu et vous me permettez de vous dire brièvement, Monsieur le président, comment nous aurions sans doute réagi si on nous avait demandé comment commémorer le haut commandement », a d’ailleurs lancé Antoine Prost, le président du conseil scientifique de la Mission du centenaire, à l’occasion d’un échange entre Emmanuel Macron et des membres de ce conseil, vendredi 9 novembre au soir, à Péronne (Somme).

« Cette commémoration est importante pour l’armée à juste titre, mais elle est toujours difficile [...], car les anciens combattants français étaient profondément antimilitaristes, les chefs étaient ceux qui les envoyaient à l’assaut pour des objectifs dérisoires », a-t-il expliqué. Avant de poursuivre : « La responsabilité des grands chefs est écrasante. Le commandement et les grands chefs ont toute leur place dans l’histoire, on ne saurait la contester, et pourtant l’histoire est une chose et la mémoire en est une autre. »

Dans l’incapacité, face à de tels spécialistes, de s’agacer contre ce qu’il qualifiait la veille, sur France 3 Hauts-de-France, de « police de l’histoire » [4], Emmanuel Macron a tout de même reconnu ne pas être un historien devant ceux qui le sont. Pour autant, « je parle avec une double casquette, a-t-il complété, celle de chef de l’État, mais aussi celle de chef des Armées ».

Le président de la République a ensuite développé « la subtilité » des commémorations du centenaire, laquelle consistait à mettre l’accent sur une célébration, portée par sa personne, à la « nation combattante », sans défilé militaire, tout en laissant « l’armée fêter ses maréchaux comme une célébration ad hoc », pour éviter que ne prospère « une contre mémoire [...] hors du chemin de la nation ». « C’est le geste qui m’a semblé le plus juste et c’est très compliqué à expliquer », a-t-il concédé, avant de fustiger de nouveau « l’information quotidienne, permanente, qui cherche le scandale plutôt que la réconciliation ou l’éclairage collectif ».

Le chef de l’État en est persuadé : sa « pensée complexe » se heurte aux polémiques et aux

« simplifications ». Pourtant, comme le souligne justement sa représentante personnelle pour la francophonie, l'écrivaine Leïla Slimani, dans une tribune parue dans *Le Monde* samedi 10 novembre, Emmanuel Macron n'a pas pris soin de défendre cette « pensée complexe », quelques jours plus tôt, lorsqu'il s'est agi de répondre à un vétéran qui lui demandait : « Quand mettrez-vous les sans-papiers hors de chez nous ? » « On va continuer le travail », s'est contenté de rétorquer le président de la République qui, pour ne fâcher personne, met en colère tout le monde.

Convaincu de son aptitude à maîtriser toutes les contradictions, Emmanuel Macron est « tombé dans le piège » que tous ses prédécesseurs avaient eu l'intelligence de contourner. « C'est dur parce que ça pollue les choses, souffle l'historienne Emmanuelle Cronier, qui a travaillé au sein du conseil scientifique de la Mission du centenaire, depuis sa création en 2012. Le point positif de cette polémique, c'est que l'on voit aujourd'hui que la mémoire sur Pétain est unanimement rejetée... »

« C'est lamentable de finir là-dessus », affirme de son côté le président de l'EHESS, Christophe Prochasson. « Je pense que c'est foutu, on ne parle plus que de ça, c'est déprimant », ajoute l'historienne Manon Pignot, aux yeux de qui « l'erreur de Macron est aussi une faute morale », dans le sens où elle permet aux réactionnaires de tous poils de se frotter les mains : « Éric Zemmour avait un boulevard devant lui, il a aujourd'hui une avenue. »

Ellen Salvi

• MEDIAPART. 10 novembre 2018 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/101118/apres-ses-propos-sur-petain-les-historiens-jugent-severement-macron?onglet=full>

• Nous avons contacté, pour les besoins de cet article, une dizaine d'historiens, dont plusieurs membres du conseil scientifique de la Mission du centenaire. Certains d'entre eux n'ont pas souhaité s'exprimer, clairement agacés par la polémique et se gardant de l'alimenter d'une façon ou d'une autre. Ceux qui ont accepté de nous parler l'ont fait en leur nom et non en celui de la Mission.

Hommage à Pétain : Macron se déshonore tout seul

Emmanuel Macron l'a indiqué d'emblée : il veut être « très clair » sur le sujet. Interrogé mercredi 7 novembre sur l'hommage aux chefs militaires de la Grande Guerre qui sera rendu samedi aux Invalides, en présence de son chef d'état-major particulier, l'amiral Bernard Rogel, le président de la République a jugé « légitime » la tenue d'une cérémonie à la mémoire des huit maréchaux que sont Joffre, Foch, Gallieni, Fayolle, Franchet d'Espèrey, Lyautey, Maunoury et... Pétain.

« Je n'occulte aucune page de l'histoire », a-t-il souligné, pour justifier que l'on puisse célébrer à cette occasion celui qui dirigea quelques années plus tard le régime collaborationniste de Vichy. « Le maréchal Pétain a été pendant la Première Guerre mondiale un grand soldat, c'est une réalité de notre pays, c'est aussi ce qui fait que la vie politique, comme l'humaine nature, sont parfois plus complexes que ce qu'on pourrait croire, on peut avoir été un grand soldat et avoir conduit à des choix funestes durant la Deuxième » Guerre mondiale, a poursuivi le chef de l'État, provoquant de vives réactions à droite comme à gauche.

« Le maréchal Joffre est le vainqueur militaire de la guerre de 14-18. Pétain est un traître et un antisémite. Ses crimes et sa trahison sont imprescriptibles. Macron, cette fois-ci, c'est trop ! L'Histoire de France n'est pas votre jouet », a ainsi tweeté le chef de file de La France insoumise (FI), Jean-Luc Mélenchon. « Cet hommage est une faute morale et une insulte à la France, que Pétain a trahie au profit de l'occupant nazi », a écrit dans un communiqué Mehdi Ouraoui, porte-parole du mouvement de Benoît Hamon, Génération.s.

« Pétain fut un grand chef pendant la Première Guerre mondiale. Mais rendre hommage à l'homme de la collaboration avec les nazis, de la lutte contre la résistance, du statut des juifs en 1940 ? Il eût mieux valu un hommage au généralissime Foch et à travers lui à tous nos chefs militaires », a également commenté le sénateur Les Républicains (LR), Roger Karoutchi. « Réhabiliter Pétain est une impossibilité morale et historique. Une faute majeure de Macron. La victoire de Verdun a été effacée par la trahison et l'immonde collaboration de Vichy », a également indiqué Florian Philippot.

Face au tollé qui gagné jusqu'à la sphère des historiens, les soutiens d'Emmanuel Macron n'ont pas tardé à monter au créneau, archives du général de Gaulle à l'appui, pour dénoncer ce que Benjamin Griveaux a qualifié de « mauvaise polémique ». « Il ne faut pas faire de raccourcis douteux. Pétain a servi la patrie en 14 et l'a trahie en 40 », a indiqué à la presse le porte-parole du gouvernement à l'issue du conseil des ministres, faisant mine d'oublier qu'il ne s'agit pas de remettre en question le rôle joué par le maréchal Pétain pendant la Première Guerre mondiale - même si, comme l'assurent bon nombre de chercheurs, il y aurait beaucoup à en dire -, mais bien de s'alarmer que celui qui fut frappé d'indignité nationale en 1945, puisse faire l'objet d'une commémoration nationale.

« La mémoire, ce n'est pas tout à fait l'histoire », affirmait d'ailleurs l'un des conseillers du président de la République lors d'un « briefing » organisé pour la presse le 18 octobre. Rappelant le « mythe » qui s'est construit autour de la figure du maréchal Pétain - analysé par Pierre Servent dans son ouvrage *Le Mythe Pétain* (Éd. du CNRS) -, ce même conseiller soulignait en outre qu'« il n'y a pas un président de la République de la V^e République qui n'a pas su éviter, contourner les problèmes posés par cette mémoire particulière et ce sera encore le cas à cette occasion ». C'était compter sans la sortie du jour du chef de l'État.

En pensant faire preuve de « clarté » sur le sujet, Emmanuel Macron a en réalité brouillé le message des cérémonies du centenaire de l'Armistice. Ses opposants, mais aussi la presse étrangère, du *Guardian* au *Spiegel*, ne parlent désormais plus que de la réhabilitation de Pétain par le président français, alors même que, comme le certifie l'Élysée à Mediapart, il n'y aura pas d'hommage au maréchal, samedi, aux Invalides. Seuls les cinq maréchaux qui y sont enterrés (Foch, Lyautey, Maunoury, Fayolle et Franchet d'Espèrey) seront célébrés. Par ses propos, le chef de l'État a donc relancé tout seul une polémique que ses équipes avaient réussi à « contourner » il y a un mois.

Comme l'expliquait Mediapart mi-octobre, un hommage aux huit maréchaux de la Grande Guerre, organisé par l'état-major des armées et le gouverneur militaire de Paris, avait dans un premier temps été annoncé pour le matin du 11 Novembre, « en présence du président de la République », dans le dossier de presse officiel de la Mission du centenaire. « Nous avons trouvé que ce n'était pas une bonne idée », confirme l'entourage d'Emmanuel Macron, qui nous avait à l'époque déjà indiqué ne pas comprendre comment une telle cérémonie s'était « retrouvée là », « alors que ça n'était pas dans [leur] programme et que la moindre étape de "l'itinérance" du président et du 11 Novembre a fait l'objet d'arbitrages extrêmement fins ».

« L'hommage aux maréchaux est une demande assez récurrente qui émane du monde militaire au sens large, soulignait alors un conseiller du chef de l'État. Cela fait presque partie du schéma classique du parcours mémoriel de la Première Guerre mondiale, mais il y a lieu de s'interroger sur la signification. » Et ce, poursuivait-il, pour plusieurs raisons : « La présence du maréchal Pétain

dans cette galerie » qui « a évidemment toujours été un problème, y compris dans la mémoire élyséenne » ; mais aussi parce que le centenaire de l'Armistice a surtout été pensé pour célébrer l'armée du peuple, celle des Poilus. « Un hommage aux maréchaux ne s'insère pas dans la logique générale de cette période de commémoration », tranchait encore l'Élysée.

Interrogée quelques jours plus tard à ce sujet, la ministre des armées Florence Parly avait juré au micro de BFM-TV que « l'État-major [n'avait] jamais imaginé rendre hommage au maréchal Pétain », mais qu'il souhaitait uniquement « rendre hommage aux maréchaux qui sont aux Invalides », ce qui est faux, comme le répète aujourd'hui la présidence de la République à Mediapart : « L'idée initiale de l'état-major des armées était bien de rendre hommage aux huit maréchaux. »

La pression des Armées sur les questions mémorielles ne date pas d'hier, mais l'une des choses étonnantes, au-delà des propos mêmes d'Emmanuel Macron, est l'improvisation qui se dégage de cet imbroglio, alors même que les cérémonies du Centenaire sont minutieusement préparées depuis plusieurs années. Parmi les historiens et notamment ceux qui ont planché sur ces commémorations, c'est la consternation. Les membres du conseil scientifique de la Mission du centenaire se sont d'ailleurs réunis en urgence, jeudi matin. Vendredi, certains d'entre eux rencontreront le président de la République à Péronne (Somme), comme cela était prévu de longue date.

Ellen Salvi

• MEDIAPART. 7 novembre 2018 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/071118/hommage-petaain-macron-se-deshonore-tout-seul>

Pour les liens de cet articles, voir la version originale sur Mediapart.

P.-S.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

• *Les article d'Ellen Salvi sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/ellen-salvi>

Notes

[1] https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/070218/celine-maurras-chardonne-faire-face?page_article=1

[2] <https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170216.OBS5392/emmanuel-macron-sur-la-manif-pour-tous-on-a-humilie-cette-france-la.html>

[3] <https://www.mediapart.fr/journal/france/171018/centenaire-de-14-18-l-embarrassant-hommag>

[e-au-marechal-peta](#)

[4] <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/direct-regardez-interview-emmanuel-macron-france-3-1571052.html>